

Félix Bouvier, Michel Allard, Paul Aubin,  
Marie-Claude Larouche  
*L'histoire nationale à l'école québécoise.*  
*Regards sur deux siècles d'enseignement*

Québec : Septentrion, 2012. 552 pages.

**Normand Baillargeon**

Université du Québec à Montréal

L'observateur le moins attentif du monde de l'éducation au Québec le sait : l'enseignement de l'histoire nationale n'a cessé d'y être un foyer de convergence de nombreux et souvent très vifs débats, et cela de manière plus marquée encore au cours du dernier demi-siècle.

Ces débats, comme c'est le cas de toutes les autres disciplines, ont porté, et portent encore, sur les finalités qu'il convient d'assigner à cet enseignement; sur les pédagogies qu'il est préférable d'y mettre en œuvre; et sur la place qui lui revient dans le curriculum.

Mais ces usuelles querelles ont été exacerbées par la vaste et complexe question nationale, plus précisément par la définition qu'il convient d'en donner et ce qui s'ensuit de cette définition, et en particulier de la place qui lui revient dans les programmes scolaires.

On s'étonne dans ces conditions que les historiennes et les historiens de l'éducation et de la pédagogie n'aient guère, du moins jusqu'ici, songé à systématiquement apporter, sur toutes les problématiques ainsi soulevées, l'irremplaçable éclairage de l'histoire, en relatant, justement, l'histoire de l'enseignement de l'histoire nationale au Québec.

C'est cet ambitieux objectif que se propose cet ouvrage que viennent de publier des universitaires œuvrant en histoire et en didactique. L'ouvrage apporte de ce fait des lumières précieuses, voire indispensables, sur les querelles de l'enseignement de l'histoire nationale au Québec.

Le territoire couvert est très vaste : il va de la « préhistoire de l'enseignement de l'histoire nationale au Québec », en Nouvelle-France, jusqu'à son enseignement dans

le cadre du récent programme conçu par compétences (1995–2012) et dont un des points névralgiques est l'éducation à la citoyenneté.

Le contenu du livre se décline en périodes historiques : on passe ainsi de la dite pré-histoire à l'époque de l'enseignement de l'histoire nationale (1831 à 1873); puis aux programmes élaborés par Gédéon Ouimet et Charles-Eugène Boucher de la Bruère (1873–1904); à l'enseignement de l'histoire pendant une ère libérale (1905–1947); puis au moment marqué par la *Loi sur l'instruction obligatoire* (1938–1963); ensuite à celui du « grand ménage » de l'histoire nationale au primaire (1964–1980, avant d'aborder, toujours au primaire, ce moment (1980–2010) du passage d'une « matière à une discipline »; on couvre également, pour la période allant de 1960 à nos jours, le cas de l'enseignement au secondaire l'histoire nationale (trois chapitres lui sont consacrés) ainsi que le cas particulier du cégep, où l'on décrit le « déclin » de l'histoire nationale. Enfin, comme il se doit, un chapitre est consacré au récent programme par compétences.

Outre cette dimension encyclopédique, l'ouvrage a plusieurs grands mérites, comme celui de s'attarder avec attention à des personnages importants (Boucher de la Bruère, Lionel Groulx, par exemple); à des congrégations (les Frères maristes, les Clercs de Saint-Viateur et de nombreuses autres); à des législations; à des manuels; à des ordres d'enseignement (le cours classique, ou, plus près de nous, le primaire, le secondaire, le collégial) ainsi qu'à des postures pédagogiques. On saluera tout particulièrement les longs développements consacrés à l'enseignement de l'histoire nationale dans les 55 communautés autochtones et le souci de ne pas oublier les Anglo-britanniques et les Canadiens anglais.

Comme il fallait s'y attendre, un tel travail soulève de nombreuses questions et invite à méditer de nombreux enjeux. En voici quelques-uns, parmi les plus notables.

Pour commencer, au vu de son histoire, on note que l'enseignement de l'histoire nationale devient de plus en prescriptif, tant sur le plan des contenus que sur celui des stratégies d'enseignement. Est-ce une bonne chose? Cette situation conduit-elle à restreindre abusivement « la liberté d'action des enseignants? » (p. 500).

La place de l'enseignement de l'histoire nationale et de la notion de nation dans cet enseignement se pose, au Québec, dans le polémique contexte politique et social que nous connaissons; or cela soulève des questions non seulement politiques, comme on ne cesse partout de le rappeler, mais aussi épistémologiques. Quel est, par exemple, le statut de la vérité en histoire et que s'ensuit-il de la réponse donnée à cette question pour son enseignement, ici et maintenant?

Une autre importante question soulevée a trait à cet apprentissage des modes de penser de l'historien, et donc de certaines capacités intellectuelles de haut niveau, qu'on veut désormais enseigner dès le primaire, en parallèle avec l'enseignement des faits historiques. Est-ce là, ou non, un décision judicieuse? Comment parvenir à un juste équilibre, le cas échéant?

Finalement, un enseignement de l'histoire « tributaire de visées étatiques » pose de manière aiguë la question de l'enseignement de sujets « politiquement et socialement sensibles » (p. 504). Comment les aborder, du moins ceux parmi ces sujets dont

on aura soutenu qu'il convient de les traiter? Comment éviter le terrible écueil de l'endoctrinement?

Peu importe où vous en êtes dans votre réflexion sur ces questions—et sur de nombreuses autres, afférentes—ce désormais incontournable ouvrage, par la quantité de précieuses informations historiques qu'il réunit, vous aidera à approfondir vos idées et peut-être même, qui sait?, à les modifier.

Les riches bibliographies qu'on trouve à la fin de chacun des chapitres et le très utile tableau-synthèse chronologique (pp. 478-492) qu'on propose sont d'autres valeurs ajoutées à toutes celles que j'ai déjà relevées et font de cet ouvrage une contribution que je pense majeure à un champ de réflexion d'une indéniable importance non seulement théorique, mais aussi éducationnelle et politique.